

Le voleur de Bagdad et les pétrodollars

Partage international n° 26 - Octobre 1990

La condamnation mondiale de l'agression de l'Irak contre le Koweït est compréhensible et justifiée. Dans un monde où la paix et la coopération semblent peu à peu gagner du terrain, de telles manifestations violentes de gangstérisme international n'ont plus aucune raison d'être. Néanmoins, le blâme que s'est attiré le bandit « en chef », Saddam Hussein, appelle quelques commentaires.

Les pays qui critiquent actuellement le Président irakien avec le plus d'acharnement, ont été les premiers à le soutenir lorsqu'il mettait sur pied une puissance militaire démesurée. Ils n'avaient d'ailleurs pas plus réagi aux escapades sanglantes précédentes du moderne voleur de Bagdad. En effet, lorsqu'en 1980 l'Irak attaqua par surprise son voisin iranien, déclenchant ainsi une guerre interminable et atroce, le reste du monde, sans réellement donner son assentiment, se contenta d'appliquer une politique de non-intervention probablement calculée, et parfois même accorda son soutien. L'Iran, soumis alors au fanatisme de l'ayatollah Khomeini, fut fustigé et déclaré ennemi universel, et les Nations Unies ne réclamèrent aucune sanction économique contre l'Irak. Ni les États-Unis, ni la Grande-Bretagne, ni l'Union Soviétique, ne protestèrent sérieusement contre l'Irak qui tentait d'écraser un état voisin. L'ennemi de notre ennemi devint une fois de plus notre meilleur ami, en dépit de son total mépris des lois internationales. Cette même attitude permit au monde de rester indifférent face à l'usage répété, contre les Kurdes, d'armes chimiques par les Irakiens, qui massacrèrent ainsi des milliers de leurs propres sujets. Il s'en suivit une vague remise en cause des armes chimiques, de manière générale, dans laquelle l'Irak ne fut même pas mentionné. Bien que Saddam Hussein se soit alors fait la réputation d'un homme impitoyable, personne ne cessa de lui fournir d'énormes quantités d'armes. L'Irak, dont la population compte 17 millions d'habitants, a réussi à constituer une armée d'un million d'hommes armés jusqu'aux dents et dispose de plus de tanks que la France et l'Allemagne réunies. L'URSS et les pays occidentaux firent littéralement la queue, humblement, afin de vendre à l'Irak les armes les

plus mortelles qu'on puisse imaginer. Même le savoir-faire et les matériaux nécessaires à la construction d'armes nucléaires prirent le chemin de Bagdad. Les pétrodollars avaient manifestement plus d'importance qu'une quelconque préoccupation morale.

C'est la raison pour laquelle le monde aujourd'hui verse en réalité des larmes de crocodile sur l'invasion du Koweït. La nouvelle politique adoptée à l'occasion de ce conflit ne repose hélas pas sur des principes éthiques mais, une fois de plus, sur l'omnipotence des pétrodollars. Dans sa tentative de justifier l'annexion du Koweït à l'Irak, S. Hussein a bien sûr raconté mensonges sur mensonges. Sous le couvert de l'idéal panarabe, anti-impérialiste et anti-israélien, Hussein espérait avant tout pouvoir résoudre ses problèmes financiers intérieurs de la manière « classique », c'est-à-dire en envahissant un pays étranger. Il n'est pas non plus facile pour lui de prétendre que sa réaction si soudaine n'a été motivée que par sa préoccupation d'assurer le bien-être du Koweït. La véritable raison de sa démarche réside, bien entendu, dans sa volonté de contrôler les réserves de pétrole, qui représentent en fait le « lubrifiant » nécessaire au bon fonctionnement des rouages de notre système économique.

C'est cet instinct séculaire d'intérêt égoïste, renforcé par les très saintes lois du mercantilisme, qui déclencha ce dangereux remue-ménage au Moyen-Orient. Il est probable que personne ne se serait inquiété de l'escapade de Saddam Hussein au Koweït si ce pays n'avait été composé que de sable. Quoi qu'il en soit, ces événements n'ont pas seulement contribué à dévoiler le cynisme et l'opportunisme politique qui, jusqu'à récemment, caractérisaient les relations internationales. Nous sommes également témoins aujourd'hui de développements très prometteurs. Jamais auparavant, le Conseil de Sécurité de l'ONU n'avait réagi avec un tel empressement, une telle détermination, et de manière si convaincante. Jamais auparavant la Chine, l'Union Soviétique et les États-Unis n'avaient manifesté un tel accord afin d'œuvrer ensemble à la résolution d'un problème d'une telle envergure. Jamais auparavant une telle entente concernant l'application de sanctions économiques dans le but de ramener un malfrat à l'ordre n'avait pu être trouvée.

L'influence que les Nations Unies ont exercée lors de

ce conflit, ainsi que d'autres succès récents, montrent une fois de plus le rôle bénéfique que cette organisation peut jouer dans le maintien des lois internationales. L'unanimité rencontrée au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies a été telle que la délicate question d'un éventuel emploi de la force armée a trouvé immédiatement sa solution : les différents pays ont la liberté d'imposer l'embargo commercial en s'aidant de la force armée s'ils le jugent nécessaire. Bien qu'il soit significatif que cette décision ait été prise à l'unanimité, elle comporte un défaut important. Elle signifie en effet, dans la pratique, que chaque pays est libre, si bon lui semble, d'utiliser son dispositif militaire indépendamment de tous les autres.

Cette liberté constituait malheureusement pour les États-Unis une condition sine qua non : ils acceptaient d'agir sous couvert de l'ONU, mais pas sous sa bannière. Les raisons de la position des USA dans cette affaire tiennent d'une part à l'arrogance du Pentagone et d'autre part au besoin qu'ils ressentent d'être les maîtres de la situation. De plus les États-Unis, dans le passé, ont trop souvent pris leur distance par rapport aux positions de l'ONU pour pouvoir aujourd'hui accepter avec empressement le rôle de membre ordinaire de ce conseil des nations.

Au moment où nous rédigeons cet article, il est impossible aux simples mortels que nous sommes de prédire le cours des événements au Moyen-Orient. Il faut en tout cas espérer qu'il ne sera pas trop hâtivement fait usage de la liberté, accordée par la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, d'utiliser

la force militaire. La condamnation internationale de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein est si unanime que les sanctions économiques à elles seules pourraient bien se révéler suffisantes, à moins que l'Irak, plongé dans le désespoir, ne déclenche les hostilités. Même si cela devait être le cas, la question resterait de savoir si le monde agirait avec justesse en aidant à rétablir par la force un régime extrêmement anti-démocratique au Koweït. Bien que Saddam Hussein ait tort sur un très grand nombre de points, il n'en reste pas moins vrai que, comme il l'affirme, le Koweït a grandement besoin d'un renouvellement démocratique. Cette remarque s'applique bien entendu également à de nombreux autres pays arabes, et notamment à l'Irak.

De toute manière, ces récents événements ont une fois de plus clairement mis en évidence que le monde se rapproche de l'élaboration d'une politique commune concernant les comportements qu'il juge acceptables ou inacceptables dans les relations internationales. Une nette revalorisation du statut des Nations Unies s'en est par ailleurs suivie. Si c'est là le résultat de cette tragédie et si, dorénavant, cette politique s'applique également aux transgressions commises par des grandes nations, l'humanité aura alors passé une épreuve importante avec succès.

Irak

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Editorial](#) ()